L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux—No. 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS,
MERCREDI MATIN, 16 DECEMBRE.

FEUILLETON.

LES

RIVALITÉS.

PAR

ARMAND LAPOINTE.

XXII.—Suite.

— Qu'avez vous, reprit Fromentin, est-ce donc la première fois que la calomnie s'adresse à une honnête femme? Non, n'est-ce pas? En bon, laissons cela de côté un instant. L'honneur de ma femme, — le mien, — n'en sera pas atteint par ce retard. Vous voulez me faire des confidences, je suppose. Parlez donc, mon cher Hervey.

—Hervey venait vous demander conseil et appui, mon cher notaire, dit M. Laroche; mais si vous savez tout, si vous savez qu'il aime et qu'il est aimé de la pupille de Jean Malicorne, la conversation sera courte; car, selon moi il faut agir et non discuter.

—Vous parlez d'or, mon cher Laroche, dit Fromentin; mon conseil et mon appui sont acquis à Hervey.

Le médecin prit la parole.

Il fit au notaire la narration sommaire des faits et termina par cette question:

—Quels sont les droits du tuteur sur sa pupille?

—A peu près ceux d'un père sur son enfant.

—Ainsi une fille mineure ne peut se marier sans le consentement de son tuteur?

—J'ai dit: à peu près, et non complètement. Et pour ne pas vous faire languir, je vous apprendrai de suite qu'il y a une autorité supérieure à celle du tuteur, c'est celle du conseil de famille. Ainsi, tout mineur âgé de dix-huit ans, peut être émancipé par le conseil de famille, et dans ce cas, les fonctions du tuteur cessent immédiatement; il rend ses comptes de tutelle et le mineur émancipé jouit, dans de certaines limites fixées par la loi, de l'administration de ses biens. Quant à disposer de sa personne par le mariage, il ne peut le faire, s'il n'a un père, ni avant l'âge, un aïeule, sans le consentement du conseil de famille.

—Et de qui se compose le conseil de famille?

—Des parents et alliés, au membre de six, pris, moitié du côté paternel, moitié du côté maternel; à défaut des parents, le conseil de famille peut être composé d'amis.

—Ces formalités sont longues!

—Non, mais la faute de juges.

—Mais ce conseil doit-il être si long à demander Laroche, à cause de ces intimations, des pressions, des violences exercées par le tuteur? Si, enfin, des causes impérieuses nécessitaient la détention immédiate de votre tuteur.

—Cela est plus grave, mes amis, répondit Fromentin. La loi maintient la destitution du tuteur, mais elle n'admet ces qui n'existent pas dans l'espèce, et encore cette destitution ne peut être prononcée que par le conseil de famille convoqué par le subrogé-tuteur, et réglée par le juge de paix.

—Nous voilons toujours dans le même cercle, observa Laroche.

—Attendez, Laroche, nobles font immédiatement le moment à rester chez son tuteur. Si elle donne au tuteur le droit d'interroger, avec l'autorisation du conseil de famille et en cas de plaintes ou mécontentements graves, la révocation de son pupille, celui-ci, dès l'hypothèse dont vous arguez, ne pourra être autorisé par son subrogé-tuteur l'autorisation de se retirer dans un asile quelconque.

—Et qui peut accorder cette autorisation?

—Le président du tribunal sur une simple requête.

—Voilà ce qu'il faut faire aujourd'hui même! s'écria Jacques Hervey.

En même temps il retirait de la longue lettre qu'Adrienne lui avait écrite et le billet qui avait reçu la veille.

—C'est très bien, observa Fromentin, mais qui est-ce qui change tout cela? Mlle Adrienne Debray?

Le docteur Hervey ne put répondre à cette question. Adrienne s'avançait, le silence se fit pour écouter ce qu'elle—peut-être même l'ignorait-elle.

—Nous sommes pas devant cette difficulté, reprit vivement le docteur, qui voyait sur la figure de son ami un nuage de désappointement. En nous reportant à dix années en arrière, je trouverai facilement un article de la loi, qui, je vous assurerai qu'il est aussi de la compétence de Jean Malicorne, la conversation sera courte; car, selon moi il faut agir et non discuter.

—Vous parlez d'or, mon cher Laroche, dit Fromentin; mon conseil et mon appui sont acquis à Hervey.

Le médecin prit la parole.

Il fit au notaire la narration sommaire des faits et termina par cette question:

—Quels sont les droits du tuteur sur sa pupille?

—A peu près ceux d'un père sur son enfant.

—Ainsi une fille mineure ne peut se marier sans le consentement de son tuteur?

—J'ai dit: à peu près, et non complètement. Et pour ne pas vous faire languir, je vous apprendrai de suite qu'il y a une autorité supérieure à celle du tuteur, c'est celle du conseil de famille. Ainsi, tout mineur âgé de dix-huit ans, peut être émancipé par le conseil de famille, et dans ce cas, les fonctions du tuteur cessent immédiatement; il rend ses comptes de tutelle et le mineur émancipé jouit, dans de certaines limites fixées par la loi, de l'administration de ses biens. Quant à disposer de sa personne par le mariage, il ne peut le faire, s'il n'a un père, ni avant l'âge, un aïeule, sans le consentement du conseil de famille.

—Et de qui se compose le conseil de famille?

—Des parents et alliés, au membre de six, pris, moitié du côté paternel, moitié du côté maternel; à défaut des parents, le conseil de famille peut être composé d'amis.

—Ces formalités sont longues!

—Non, mais la faute de juges.

—Mais ce conseil doit-il être si long à demander Laroche, à cause de ces intimations, des pressions, des violences exercées par le tuteur? Si, enfin, des causes impérieuses nécessitaient la détention immédiate de votre tuteur.

—C'est plus grave, mes amis, répondit Fromentin. La loi maintient la destitution du tuteur, mais elle n'admet ces qui n'existent pas dans l'espèce, et encore cette destitution ne peut être prononcée que par le conseil de famille convoqué par le subrogé-tuteur, et réglée par le juge de paix.

—Nous voilons toujours dans le même cercle, observa Laroche.

—Attendez, Laroche, nobles font immédiatement le moment à rester chez son tuteur. Si elle donne au tuteur le droit d'interroger, avec l'autorisation du conseil de famille et en cas de plaintes ou mécontentements graves, la révocation de son pupille, celui-ci, dès l'hypothèse dont vous arguez, ne pourra être autorisé par son subrogé-tuteur l'autorisation de se retirer dans un asile quelconque.

—Et qui peut accorder cette autorisation?

—Le président du tribunal sur une simple requête.

—Voilà ce qu'il faut faire aujourd'hui même! s'écria Jacques Hervey.

En même temps il retirait de la longue lettre qu'Adrienne lui avait écrite et le billet qu'il